



RAPPORT D'ANALYSE MENSUELLE DES DONNEES DU MONITORING DE PROTECTION

OCTOBRE 2017

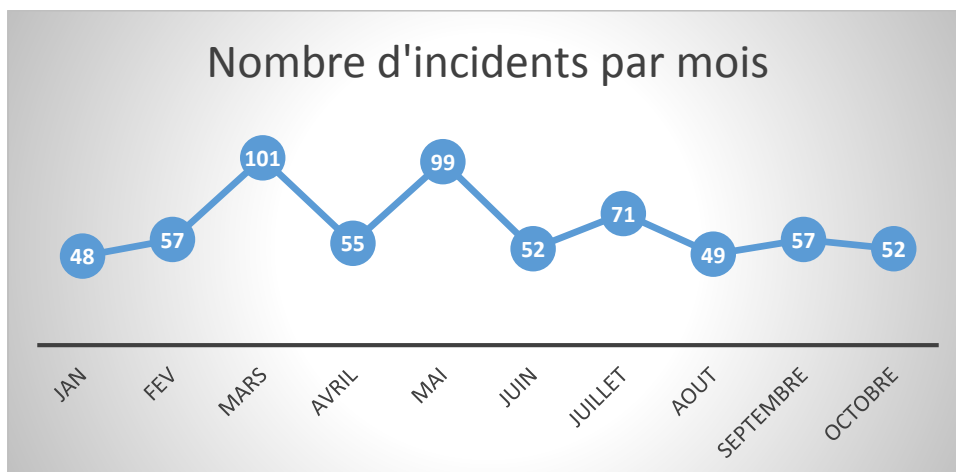
Diffa, Niger

I- APERCU DE L'ENVIRONNEMENT DE PROTECTION DANS LA REGION DE DIFFA

La situation humanitaire dans la région de Diffa demeure relativement stable au cours du mois d'octobre 2017 bien que le terrorisme et les affrontements armés aient cédé la place au banditisme et à la criminalité. Les moniteurs et points focaux de protection ont rapporté trois (3) cas d'enlèvements, (4) cas d'agression sexuelle, (5) cas d'assassinats/meurtres (7) cas de vols et pillages de biens et bétails, 9 cas de conflits/tensions intercommunautaires, (5) cas d'incursions des éléments de Boko Haram dans des sites de la commune de Gueskerou et de Nguigmi. Dix (10) cas d'arrestations/interpellations de présumés complices des éléments de Boko Haram ont été signalées dans la commune de Diffa et Gueskerou, et certains lors de leur arrestation transportaient avec eux des vivres, et des pièces de rechange de véhicules et de motos. Notons qu'avec le début de l'harmatan caractérisé par des vents violents et le climat froid, 15 cas d'incendies involontaires ont été signalés avec des pertes matérielles. Des actions de prévention sont en cours à travers la radio diffusant des messages de sensibilisation élaborés par le GTP ainsi que les sensibilisations communautaires de proximité par les comités de protection et autres membres des structures communautaires.

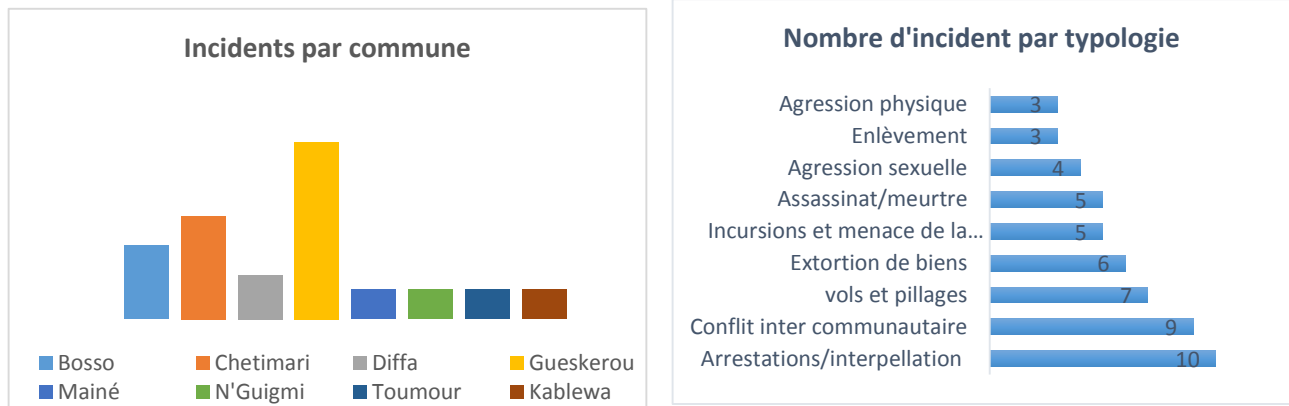
II- Analyse des incidents de protection

Graphique 1 : Tendence mensuelle des incidents de janvier à octobre 2017



Ce graphique montre l'évolution des incidents de protection de janvier à octobre et on remarque une remontée des incidents aux mois de mars, mai, et juillet avec une moyenne d'environ 60 incidents par mois.

Graphique 2 : Répartition des incidents du mois d'octobre selon le type d'incident et par commune



Au total, 52 incidents de protection ont été rapportés majoritairement dans le département de Diffa (62%), suivi de Nguigmi (20%), Bosso (11%) et Maine Soroa (7%). On note néanmoins une décroissance de 5% de cas d'incidents par rapport au mois de septembre.

Les violations du groupe de droit à la propriété (46%) à la vie et à l'intégrité physique (29%) sont les plus élevées, suivies des violations du droit à la liberté (22%), et les agressions sexuelles (3%).

Les incidents ont touché toutes les catégories de populations indépendamment de leur statut répartis comme suit : (33%) réfugiés, (31%) population hôte, (30%) pour les personnes déplacées internes, et retournés (6%).

Les auteurs présumés des incidents sont les membres de la communauté (36%), les éléments de Boko Haram (24%), les hommes en tenue (20%), les bandits armés (10%) et les personnes inconnues (10%).

13 cas d'alerte ont été partagés par les moniteurs et points focaux de protection suite aux mouvements de population, aux incidents de protection et aux cas d'incendies involontaires.

L'identification, orientation/référencement des cas de protection

Les membres des structures communautaires sont impliqués dans le rapportage aux points focaux des cas de protection, l'identification et l'orientation des cas, 68% des incidents ont été rapportés aux leaders communautaires et membres des comités de protection et 32% aux points focaux et moniteurs. Parmi les cas d'incidents de protection rapportés ce mois, les réponses ont été apportées aux cas d'agressions sexuelles et tensions intercommunautaires.

Quarante-sept (47) personnes à besoins spécifiques dont 32 femmes et 15 hommes ont été identifiées et documentées dans les communes de Diffa, Gueskerou, Maine Soroa, parmi lesquels 19 cas de protection ont été référés aux partenaires pour réponses médicale (6), appui psychosocial (8), assistance protection individuelle (5).

III- Mouvement de population :

Au total, 34 ménages d'environ 200 personnes venus des îles du lac Tchad (Lari; Diomaram; Kaiga ; Grana) sont arrivés à Djakimea 2 dans la commune de Nguigmi et 25 ménages à Chenal venus de Gamaroho au Nigeria- probablement des retournés (vérification DREC/M). Ces déplacements sont suite aux attaques et menaces des éléments de Boko Haram dans les îles du lac pour certains et pour d'autres, la recherche d'assistance humanitaire. Une évaluation de protection a été réalisée par DRC ainsi que l'identification par le DREC/M.

327 ménages de 2213 personnes ont effectué des mouvements inter- sites au cours de ce mois dans la région de Diffa et les sites de départ sont dans les communes de Nguigmi, Toumour, Kablewa, Gueskerou pour les sites d'accueil qui se trouvent dans les communes de Chetimari, et Gueskerou (Gagamari, Kindjanji, Gagam). Les raisons principales sont préventives, post-attaques, la recherche des opportunités commerciales, d'activités génératrices de revenu et d'autres moyens de subsistance.

Selon les moniteurs et points focaux des localités frontalières accessibles du Nigeria, (Gagamari, Chetimari, Maine) très peu de personnes (56 personnes) ont transité vers le Nigeria au cours de ce mois. Cette baisse se traduit par la situation sécuritaire qui prévaut dans l'Etat de Borno (attaque suicide, meurtre, braquage ..), la présence des éléments de BH et des bandits armés sur les axes empruntés par les commerçants et plusieurs cas d'exactions signalés au cours du mois précédent, la montée de la Komadougou.

IV- Action en faveur de la cohésion sociale

Neuf (9) cas de conflits/tensions intercommunautaires ont été rapportés au cours de ce mois dans les communes de Maine Soroa, Nguigmi, Gueskerou et Kablewa, avec pour conséquences deux (2) personnes tuées, les raisons sont entre autres ; (i) les bagarres autour des points d'eau potable avec le tarissement des mares, et le non respect des règlements mis en place par les comités de gestion des points d'eau ; (ii) les conflits suite à la destruction des champs caractérisés par une descente précoce des animaux vers la bande sud qui est une zone agricole (éleveurs –agriculteurs) ; (iii) les cas de vol de bétail ; (iv) certains cas pour l'assistance en vivre.

Un mécanisme de résolution des conflits est mis en place par le gouvernement dans chaque commune et une cartographie des tensions intercommunautaires dans la région a été réalisée par le partenaire SFCG pour permettre de mieux comprendre les causes des tensions/conflits intercommunautaires et accompagner les autorités administratives et locales dans la prévention et de gestion pacifique des conflits à travers les médiations.

V- Logement, terre et propriété

Lors des missions de monitoring dans 22 sites spontanés des communes de Diffa, Chetimari, Maine Soroa, Gueskerou, il ressort lors des focus groupe avec les réfugiés et déplacés internes que 73% de ces déplacés sont installés sur des parcelles privées (appartenant aux particuliers, aux parents et connaissance, terrains lotis) et sans avoir une autorisation préalable et 27% sur les terrains vacants gérés par les chefs de quartiers ou la mairie avec une autorisation verbale de s'y installer pour une durée inconnue qui sera en fonction de la disponibilité des parcelles. Des cas d'expulsion et de menace d'expulsion ont été enregistrés particulièrement sur les parcelles appartenant aux particuliers dans les centres urbains à Diffa et à Maine Soroa (Château, Djanjiri, Sabon carre, Dubai, Nguelmadoumai), et les personnes expulsées ce sont installés sur d'autres sites. La raison évoquée est la nécessité de les mettre en valeur et pour certains cas suite aux conflits entre les déplacés et réfugiés occupant les parcelles.

Les personnes menacées d'expulsion ont fait de recours aux chefs de villages soit pour obtenir un délai supplémentaire aux propriétaires ou bien encore de quitter pour un autre site. Suite aux déplacements/relocations multiples, les personnes à besoin spécifiques sont confrontées à plusieurs risques de protection surtout en cette période de froid et de vent, un suivi sera fait auprès de ces personnes pour un appui ou référencement.

VI- Prévention et réponses aux violences basées sur le genre

1. Réponse

Durant le mois d'octobre, 24 (23 F et 1 H) nouveaux cas de violence basée sur le genre ont été rapportés et repartis selon les typologies suivantes : 4 cas de viol (sur mineurs), 1 cas d'agression sexuelle (sur mineur), 6 cas d'agression physique (F), 3 cas de mariage précoce, 3 cas de déni de ressources (F), et 7 cas de violence psychologique (5F et 1H). Ces cas sont essentiellement répartis dans 5 départements dont 8 cas à Diffa, 5 cas à Mainé-Soroa, 2 cas à Ngourti, 2 cas à Goudoumaria, 3 cas à Nguigmi et 4 cas à Bosso, tous les cas ont été documentés, et les survivantes ont reçus une prise en charge appropriée.

100% de ces cas sont des survivantes et ont toutes bénéficiées d'une prise en charge psychosociale après leur identification et documentation par l'équipe d'IRC et leurs plans d'action sont élaborés pour le processus de gestion de cas. Quatre (4) survivantes de viol ont été référées au centre santé pour une assistance médicale.

2. Prévention :

Dix et sept (17) séances de sensibilisation de proximité et de masse ont été conduites au cours de ce mois, avec une forte participation des groupes de femmes de Kablewa, N'guigmi, Assaga, Djalori, Garin Wanzam Dagaya et ceux de Mainé Soroa. Ces activités visent à prévenir les violences basées. Au total 1,078 personnes ont été touchées (167 filles, 81 garçons, 455 femmes et 375 hommes),

VII- Activités de renforcement de capacités et de sensibilisation

Au total 5410 personnes parmi lesquels 649 hommes, 1854 femmes, 1332 garçons et 1575 filles ont été touchées par les activités de sensibilisation sur les thématiques de cohésion sociale, de SGBV, de protection de l'enfant et autres.

Vingt-six (26) sessions de formation et recyclage ont été organisés et 619 personnes ont participé aux différentes sessions dont 117 hommes, 390 femmes, 52 garçons et 60 filles. Ces formations ont été organisées à l'intention des membres des Comités Jeunes Pairs Educateurs, Groupes des femmes, comités de protection et leaders religieux et communautaires. Les thématiques développées ont touchés la protection de l'enfant en situation d'urgence, les problèmes de VBG et le signalement des cas et l'appui psychosocial de base. Les formations ont touchés les communautés de Bagara, Awaridi, quartier Administratif de Diffa, à Assaga, Kablewa, Kilakam, Goudoumaria, Diffa, Mainé Soroa, Gagamaria, Chétimari, Mainé Soroa, Gagam et Elh Mainari Toumour, Kindjandi, Garin Wanzam (Yébi).

VIII- Besoins humanitaires de protection et d'assistance

- Le besoin humanitaire le plus criards demeure principalement celui liés aux assistances en vivres alimentaires étant entendu que c'est le premier besoin exprimé par toutes les couches vulnérables, ce qui est exacerbé dans certains sites suite aux cas de vols et pillages par les bandits et insurgés,

- Ensuite, on constate le besoin en eau, hygiène et assainissement avec la diminution du niveau d'eau et rareté de l'eau dans les points d'eau qui engendre des conflits communautaires autour des points d'eau,
- Le besoin de protection n'est pas des moindres dans la mesure où les attaques demeurent et entraînent des mouvements de population et problèmes de protection. Ces personnes vulnérables en hors camp sont exposées à des risques de protection divers, ainsi que l'accès limité aux services sociaux de base (santé, éducation...).

IX- PRINCIPAUX DEFIS ET RECOMMANDATIONS

a- Défis

- L'insécurité reste le défi majeur dans les localités/villages (infiltration et menace des éléments de BH, présence de bandits)
- L'assistance en vivre PAM pour les cas de protection individuels
- L'appui en activités génératrices de revenu pour renforcer la résilience des communautés vulnérables

Recommandations	Responsables
Renforcer les sensibilisations de la communauté sur la prévention des d'incendies	Acteurs de protection/SFCG
Documenter les cas de sexe de survie pour plaider auprès du PAM et autres acteurs pour assistance	IRC, DRC, autres acteurs de protection
Documenter les cas d'expulsion ou menace d'expulsion des PDI et réfugiés, retournés sur les parcelles des particuliers pour plaider auprès des autorités	IRC, DRC, autres acteurs de protection
Sensibiliser les communautés sur le respect des consignes au niveau des points d'eau pour réduire les tensions intercommunautaire Intensifier les sensibilisations sur la cohésion sociale au niveau communautaire pour prévenir les conflits inter communautaires et promouvoir le règlement pacifique des conflits	Comités de gestion des points d'eau/SFCG
Continuer le plaider pour l'octroi des activités AGR pouvant améliorer les conditions de vies des filles en âge de procréer, les filles-mères, femmes veuves/divorcées afin de réduire le phénomène de sexe de survie.	SGT – VBG/GTP
Mener le plaider pour l'ouverture des centres d'éducation d'urgences sur certains sites pour permettre aux enfants en âge d'aller à l'école de s'instruire.	SGT - Education
Poursuivre l'identification des personnes à besoin spécifique et les référer aux structures compétentes pour prise en charge et faire le suivi de la réponse apportée. Partager les gabs en termes de réponse au GTP pour plaider	Acteurs de protection sur les sites /villages